

# Victoire : Ben Ali dégage !

lundi 17 janvier 2011, par [CHAMKHI Fathi](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2011).

## Sommaire

- [30 ans de dégâts, ça suffit](#)
- [Enjeux du mouvement social \(...\)](#)
- [Couvre-feu en Tunisie ! \(...\)](#)
- [Ben Ali serait-il en train \(...\)](#)

C'est officiel, notre révolution vient de remporter une victoire décisive ; Ben Ali a 'dégagé'. C'est là notre revendication essentielle que nous venons de satisfaire grâce à notre révolution. Nous sommes très contents, nous pleurons de joie...

C'est vrai que nous ne mesurons pas encore l'ampleur de ce que nous venons d'accomplir.

Par ailleurs, la formule de gouvernement qui vient d'être annoncée à la télévision d'Etat, à savoir que le 1<sup>er</sup> Ministre assume la fonction de Président de la République, est une formule rafistolée dans une situation d'effolement et de ce fait faible et risque d'être très instable. De plus, cette formule requiert les remarques suivantes :

- Le pouvoir de Ben Ali est tombé, mais son régime est toujours en place. Nous refusons que ce régime, à travers le Parti/Etat au pouvoir et ses partis satellites et la pseudo-opposition indépendante qui s'est démarquée des masses en acceptant que Ben Ali reste au pouvoir, confisque les fruits de notre révolution en tentant de se maintenir en place.
- En 1987, le régime a connu une crise grave. La solution appliquée a été celle du régime lui-même, sous la forme du coup d'Etat de Ben Ali. Aujourd'hui, la solution de la crise de ce même régime vient d'être imposée par la révolution. De ce fait, il sera très difficile au régime d'imposer aux masses sa propre solution. D'autant plus que ces masses ont montré, au cours des 29 derniers jours, une clairvoyance politique et détermination dans la lutte qu'il sera difficile à qui que ce soit de s'approprier ce que les masses ont arraché si durement.
- Il est vrai maintenant que, en l'absence de direction politique de la révolution, ce qui est en soi assez original et en l'absence aussi de structures politiques issues de la révolution et face à la faiblesse de l'opposition indépendante et surtout de son incapacité à pouvoir dépasser l'horizon du pouvoir de Ben Ali, il n'existe pas actuellement d'expression politique organisée qui répercute les revendications des masses.
- Rappelons que quasiment tous les partis politiques existants ne remettent pas en cause la politique économique libérale qui a terriblement fait beaucoup de dégâts en Tunisie, et qui de ce fait explique la révolution actuelle. Ce que demandent les masses populaires c'est justement un changement radical de la politique économique et sociale en cours, c'est ce qu'ils ont exprimé à travers les slogans qu'ils ont scandés.

Ceci étant dit, l'histoire qui s'est arrêtée en Tunisie pendant 23 ans, s'est accélérée au cours des 29 derniers jours, et les choses évoluent très rapidement et beaucoup de choses sont encore floues...

Tunis, 14 janvier 2011

**Fathi Chamkhi**

RAID-ATTAC/ CADTM TUNISIE

---

## **30 ans de dégâts, ça suffit comme ça ! Ben Ali dehors !**

Ben Ali a gouverné la Tunisie, pendant 23 ans, par le fer et par le feu. Période pendant laquelle il a soumis la Tunisie à un système économique et social destructeur.

Depuis 28 jours le pays connaît un mouvement social sans précédent dans son histoire, provoqué par trop d'injustices et d'humiliations, et qui ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés et des dégâts importants dans les biens publics et privés, dont une grande partie est le fait des milices à la solde des clans mafieux locaux.

Au cours de cette révolte, Ben Ali est apparu à la télé à trois reprises. Au cours des deux premières il a tenu un discours menaçant et humiliant pour les tunisiens, sans pour autant réussir à dissuader le mouvement, et sans que sa machine répressive n'arrive non plus à stopper le déferlante sociale.

Dans sa dernière allocution, qui vient de se terminer à l'instant, Ben Ali a changé de tactique. En optant pour une tactique que son prédécesseur Bourguiba avait adopté en 1984 lors de la 'révolte du pain'. Ben Ali est apparu affecté par le sang versé de citoyens innocents en avouant avoir été 'trompé' par ses conseillers ! Il est clair que Ben Ali veut se disculper aux yeux de ses victimes ! Sa manœuvre passera-t-elle ? Il est encore tôt de le dire, demain nous apportera la réponse.

Ben Ali a promis de ne pas se présenter aux élections prévues en 2014, la liberté de la presse et d'internet, la baisse des prix du lait, du sucre et du pain, ainsi que la constitution d'une commission d'enquête indépendante. Autrement dit, on prend les mêmes et on recommence !

Ce scénario nous remet en mémoire novembre 2007 quand le régime était au pied du mur. Ben Ali avait alors promis la démocratie, l'Etat de droit et le progrès social. Il fallait gagner du temps pour sauver le régime. Aujourd'hui, Ben Ali revit la même situation, avec une différence de taille ; en 1987 Ben Ali était considéré comme sauveur, alors que maintenant il est à la place du bourreau.

Si la manœuvre de Ben Ali, qui est relayée par un parti/Etat passé maître dans l'art de la mise en scène et du discours démagogique et surtout par une partie de l'opposition indépendante qui s'est précipité à saluer le discours de Ben Ali, dans l'optique de glaner certaines de ses faveurs, si cette manœuvre réussit à s'imposer au mouvement social comme une solution 'du moindre mal', il aura alors rater un rendez-vous important avec l'histoire.

Demain, nous aurons la réponse à cette question. La balle est maintenant dans le camp du mouvement social, qui demeure, et c'est un très grave handicap, inorganisé, sans coordination et sans boussole !

Tunis, 13 janvier 2011

**Fathi Chamkhi**

RAID-ATTAC/ CADTM TUNISIE

---

## **Enjeux du mouvement social en Tunisie**

Au 28<sup>e</sup> jour de l'insurrection sociale en Tunisie, le mouvement ne faiblit pas, et ce malgré les dizaines de tués par balles (66 selon l'FIDH) et les milliers de blessés. Hier soir, en dépit du couvre-feu, des heurts très violents ont eu lieu entre les manifestants et des troupes spéciales de la police dans plusieurs quartiers de la capitale Tunis. Ailleurs, la révolte s'est étendue à de nouvelles villes avec de nouveaux accrochages et de nouvelles victimes.

Par ailleurs, a commencé hier à Sfax, deuxième ville de Tunisie, l'application de la grève générale régionale tournante, décidée par le syndicat ouvrier (UGTT). Une grève très suivie et qui a été l'occasion d'une manifestation qui a réuni des dizaines de milliers de personnes, du jamais vu à Sfax. Aujourd'hui, c'est le tour de Kairouan et de Jendouba, où se déroulent actuellement des manifestations semblables. Demain, ça sera le tour de Tunis, pour une grève générale de 9h à 11h sans appel à manifester.

De plus, tout à l'heure, Ben Ali va, pour la troisième fois en deux semaines, faire une allocution télévisée. Avant cela, il a convoqué le Secrétaire général de l'UGTT qui a réitéré son soutien à Ben Ali.

Enfin, on apprend de sources syndicales, que les forces de police sont en train de se retirer de plusieurs villes qui sont, dans le même temps, livrées à des milices armées, sans rapport avec les manifestants, qui pillent et qui brûlent sans distinction bien publics et privés !

Quels sont les enjeux de l'important affrontement social en cours en Tunisie, et qui est sans précédent dans son histoire récente ?

Pour la première fois, peut-être depuis la révolte de 1864 contre le Bey de Tunis, les masses populaires tunisiennes font irruption, massivement, sur la scène politique, sous la forme de ce que l'on peut appeler, maintenant, une révolution.

Cette révolution qui s'est déclenchée loin des concentrations démographiques et économiques du pays, autour de revendications sociales, notamment l'emploi, a embrasé, par la suite, l'ensemble du pays, en réclamant le départ de Ben Ali.

Contrairement à la crise de 1987, où les opprimés étaient complètement absents de la scène politique laissant ainsi le champ libre à la bourgeoisie d'organiser pour réajuster son régime, au cours de la crise actuelle, ce sont les classes populaires qui sont en train, à mains nues, de mettre à bas le régime qui les exploite et les opprime depuis un demi-siècle.

C'est un enjeu historique sans précédent pour le développement futur de la Tunisie qui est actuellement en train de se jouer : ou bien le maintien du système d'oppression et d'exploitation actuel, ou bien le renversement de ce système et la poursuite du processus démocratique et social qui l'a mis à bas. Si cette dernière option l'emporte, ça sera aux masses elles-mêmes de décider, par des élections libres pour une assemblée constituante, de la forme et du contenu du nouveau régime.

La victoire de la révolution en Tunisie, si elle se réalise, ouvrira des perspectives réelles pour un développement économique et social, ce qui est en soi un enjeu social d'importance. Un tel

processus, aura, sans doute, une influence bénéfique au niveau de toute la région du Maghreb, en plus de ses effets bénéfiques pour la majorité des tunisiens.

De plus, celle-ci aura des répercussions importantes sur l'avenir social et politique de la région. D'abord, en discréditant le prétendu 'exemple tunisien' qui est souvent avancée par les chantres du capitalisme libéral comme étant le modèle à suivre ! De même que, la chute éventuelle du régime tunisien, affaiblira la domination impérialiste dans la région, dans la mesure où il constitue, dans le maintien de l'ordre capitaliste mondial, un point d'ancrage solide dans la région maghrébine, voire arabe. Enfin, une certaine spécificité tunisienne, notamment au niveau de la condition de la femme, mais aussi une longue tradition syndicale indépendante du pouvoir, peuvent être autant de points d'appui pour une dynamique de progrès social dans la région.

Enfin, un autre aspect de la révolution en cours qui ne manque pas d'intérêts non plus. Il s'agit de l'idéologie religieuse, qui ne constitue pas, actuellement, la référence du mouvement. Ceci s'explique du fait que la religion ne constitue en rien un enjeu dans ce conflit, de plus, il n'existe pas sur le terrain des luttes, de force politique organisée et agissante dont l'islam constitue la référence programmatique. Ce fait aide à clarifier les enjeux des luttes en cours, de même qu'une victoire qui émerge d'une telle réalité ne peut qu'aider à désamorcer la question religieuse, non seulement en Tunisie, mais dans une région où l'islam est omniprésent.

Tunis, 13 janvier 2011

**Fathi Chamkhi**

RAID-ATTAC/ CADTM TUNISIE

---

## **Couvre-feu en Tunisie ! Quelle signification politique ?**

A peine quelques heures après sa nomination, le nouveau ministre de l'Intérieur a décrété le couvre-feu de 20h à 5h30 sur 4 gouvernorats du pays qui constituent 'le grand Tunis', qui abritent environ le ¼ de la population de la Tunisie et où se concentre plus de la moitié de son activité économique. De plus, la police continue de tirer sur les manifestants, et le bilan des victimes ne cesse de s'alourdir.

Bien entendu, personne en Tunisie ne croit que le nouveau ministre est à l'origine de l'ordre du couvre-feu ni de celui de la poursuite des assassinats, pas plus que son prédécesseur n'était le responsable direct des massacres précédents. Nous savons tous que rien ne se décide en Tunisie sans l'aval de Ben Ali, surtout en matière de sécurité, domaine qu'il tient sous son contrôle depuis bien avant son ascension à la tête de l'Etat en 1987.

Le remplacement du ministre de l'Intérieur qui est jugé par certains observateurs comme étant une mesure d'apaisement est loin d'en être une. D'ailleurs, qu'est ce qui a changé, sinon vers plus de répression ?

En réalité, Ben Ali, tout en désignant un bouc émissaire (à toute fin utile, qui sait ?), cherche à soulager la pression qui pèse sur certains 'gouvernements amis' du Nord du fait de leur silence complice vis-à-vis des massacres en Tunisie, notamment les gouvernements français et italien.

1-La protestation sociale a débuté le 17 décembre dernier à Sidi Bouzid (Centre ouest de la Tunisie)

à la suite de l'immolation d'un jeune chômeur de 26 ans, diplômé de l'université, avant de s'étendre au reste du pays et de s'amplifier.

Pendant la première semaine la contestation est restée circonscrite à Sidi Bouzid et dans certaines petites villes des alentours, jusqu'à ce que la première victime tuée par balle tombe le 24 décembre.

2-L'usage de balles réelles contre les manifestants a été la réponse du pouvoir face à l'extension de la contestation à d'autres régions, notamment Tela et Kasserine. Mais, l'usage d'armes à feu est resté 'modéré' pendant une dizaine de jours, avant de tourner au massacre au cours du deuxième weekend de janvier et de se poursuivre depuis. Le nombre de victimes se compte par dizaines et celui des blessés par centaines.

3-Depuis hier, une étape décisive dans l'extension du mouvement social a été atteinte quand la révolte a fini par s'installer à Tunis, capitale et cœur névralgique du pays.

Suite à l'impuissance de la répression sanglante à étouffer le mouvement, comme ce fut le cas lors du soulèvement du bassin minier en 2008, le pouvoir a déployé l'armée depuis une semaine, d'abord dans les villes de l'intérieur, puis sur tout le territoire, notamment à Tunis.

La décision du couvre-feu intervient donc alors que le mouvement s'est étendu à l'agglomération de Tunis.

### **Cela nous amène à faire les remarques suivantes :**

- Un mouvement de contestation spontané qui gagne rapidement tout le pays, et s'installe dans la durée (27 jours maintenant), malgré une répression sanglante.
- Dans un pays qui est donné en modèle pour 'sa réussite économique' et qui est considéré comme 'pays émergent' grâce, surtout, à sa discipline dans l'exécution des politiques capitalistes libérales des institutions financières internationales, qui finit par exploser comme un baril de poudre

Finalement, un système économiquement prédateur et socialement très injuste fort d'¼ de siècle d'une répression systématique qui a abouti à une pacification quasi-totale de la société, a fini par voler en éclats à force d'avoir accumulé tant de tension sociale, d'humiliation et de haine aussi. Comment il va se terminer ? Personne ne peut le dire à l'heure actuelle, mais une chose est sûre ; il est d'ores et déjà mort !

- Une chose est sûre, le pouvoir s'affole car il n'arrive pas à comprendre pourquoi sa machine répressive ne produit plus ses effets habituels ! Ce pouvoir a pratiqué la répression et le déni de droit, à tel point, qu'on peut dire, à juste titre, qu'il ne sait faire que ça ! Un tel pouvoir n'est pas réformable ! C'est d'ailleurs ce que confirme le déploiement de l'armée puis le couvre-feu, et la cécité qui est la sienne et qui l'empêche de comprendre le sens historique du mouvement social qui se déroule devant lui. Ceci étant dit, tous ceux qui espèrent encore, dans l'opposition, une ouverture démocratique du pouvoir, un tant soit peu, se trompent gravement. Une telle erreur ne peut que prolonger les souffrances du peuple tunisien.

- Certains, dans le pouvoir comme dans l'opposition, veulent dissuader Ben Ali de l'utilisation de la force armée, et d'opter pour une ouverture démocratique. La formule de 'gouvernement de salut national' me paraît résumer assez bien ces tentatives. S'y résignera-t-il si la situation l'exige ? J'en doute fortement !

La révolution est en marche, elle seule possède la réponse à toutes ces questions.

Tunis, 12 janvier 2011

**Fathi Chamkhi**

RAID-ATTAC/ CADTM TUNISIE

---

## **Ben Ali serait-il en train de se préparer une porte de sortie ?**

Moins de 48 heures après son allocution télévisée, où il s'est montré très menaçant vis-à-vis du mouvement de contestation, mais se voulant rassurant à l'adresse des vrais voleurs, des vrais pilliers et affairistes véreux qui pillent la Tunisie, et face à la détermination de la rue et l'extension de l'insurrection à Tunis et ses banlieues, en d'autres termes, son incapacité à arrêter la déferlante sociale, Ben Ali passe aux manœuvres ; c'est sans doute le sens du limogeage du ministre de l'intérieur qui vient d'être annoncé !

Ben Ali serait-il en train de se préparer une porte de sortie ? Sans aucun doute. Qu'elle porte de sortie possible ? Le scénario suivant semble assez probable :

Réprimer le maximum en ciblant tout particulièrement toute structure, toute personne ou toute expression politique qui exige son départ. Si, l'information selon laquelle H. Hammami a été arrêté se confirme, cet acte ira alors dans ce sens... Une telle répression serait alors utile pour deux raisons : d'abord, mater l'insurrection afin de l'affaiblir et empêcher toute réminiscence dans un avenir proche. Ensuite, préserver son régime en préparant le terrain à la solution politique qui la garanti.

Par ailleurs, quelle que soit l'issue de l'affrontement actuel, le régime de Ben Ali en sortira très affaibli politiquement. Pour pouvoir se maintenir au pouvoir, l'idée d'un 'gouvernement de salut national' lui serait alors bien appropriée. C'est d'ailleurs ce que réclame une partie de l'opposition indépendante de son pouvoir, sans parler de l'autre partie qui continue de lui réclamer des réformes 'profondes'. Alors que, dans le même temps, la rue réclame, tout simplement, son départ !

Quel que soit le scénario que choisira le pouvoir en place, celui-ci s'il s'impose contre la volonté populaire, ne peut qu'être préjudiciable à la majorité des tunisiens. Les masses populaires ont bien compris que ce pouvoir, en place depuis 23 ans, non seulement ne peut rien leur apporter, mais en plus, a été pour eux une vraie calamité depuis 1987. Il ne peut être, de quelque manière que ce soit, une partie de la solution. 23 ans de dégâts, ça suffit comme ça.

Tunis, 12 janvier 2011

**Fathi Chamkhi**

RAID-ATTAC/ CADTM TUNISIE

---

**Le pouvoir poursuit le déploiement de l'armée dans le pays !**

12 janvier par Fathi Chamkhi

Face à l'extension géographique de la contestation sociale du régime et sa radicalisation, la 'réserve policière', malgré son importance, étant épuisée, le pouvoir appelle l'armée à son secours. Celle-ci s'est déployée, dans un premier temps, dans les foyers de l'insurrection, tout particulièrement à Kasserine, Thela, Sidi Bouzid, Rgueb, etc., avant de prendre position dans plusieurs points de la capitale Tunis, notamment, dans la banlieue ouest, où la contagion de l'insurrection à gagner, hier, plusieurs quartiers dont Ettadhamen et El Intilaka.

Ceci est un démenti supplémentaire aux allégations du pouvoir qui continu de prétendre que la contestation ne serait que le fait de 'bandes de pillards cagoulés' et 'des éléments terroristes' !

Ben Ali ne lâchera pas le pouvoir, comme l'exige le peuple à travers son mouvement de révolte qui grandit de jour en jour, sans faire le maximum de dégâts en Tunisie. Mais, qu'à cela ne tienne, comme a dit hier la mère d'un jeune tombé sous les balles de la police : 'Ben Ali vient de tuer mon fils, qu'il soit damné, j'en ai encore quatre qui sont prêts à mourir... !'

Tunis, 12 janvier 2011

**Fathi Chamkhi**

RAID-ATTAC/ CADTM TUNISIE

---